

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 12/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : /
Code AIOT : 0010005609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté ZI de la Martinerie 36130 Diors. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- ZI de la Martinerie 36130 Diors
- Code AIOT : 0010005609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo céréale constitué de 3 cellules verticales et 3 cellules plates, avec boisseaux de chargement train.
Installation autorisée au titre la rubrique 2160.2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prévention des risques d'explosion et	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'incendie			
7	Risque accidentel - électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 23	Demande d'action corrective	2 mois
10	Nettoyage de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/12/1993, article 5	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/1993, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Tableau de classement des activités exercées mis à jours par lettre préfectorale du 9 janvier 2018
Constats :

<p>Lors de la visite l'exploitant a fourni un état des stocks à date du 09 août 2024.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un volume d'environ 19 500 m³ stockés dans les silos verticaux (rubrique 2160.2.a) • un volume de 0 m³ stocké dans les cellules du silo plat (rubrique 2160.1.b) • aucune palette stockée sur la zone située au Sud du site (zone de stockage temporaire prévue entre décembre 2023 et septembre 2024 qui avait été portée à la connaissance de l'inspection le 16 novembre 2023) <p>Ce stockage est bien inférieur au maximum encadré par la lettre préfectorale du 9 janvier 2018 (respectivement 27 000 m³ et 15 000 m³) et est en accord avec les seuils de classement de la rubrique 2160 pour lesquels le site est classé (2160.1.b - déclaration et 2160.2.a - autorisation).</p> <p>Constat: Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le tableau de suivi des formations du personnel permanent du site.</p> <p>Tout le personnel et en particulier le responsable du site est à jour de ses formations relatives aux risques (formation en ligne "risque silos, engrais, phytos" et "ADR 1.3" notamment). Ils sont également à jour des formations qui leur sont nécessaires dans l'exploitation du site (chariots élévateurs, chargeuses, habilitation électrique, harnais....).</p> <p>Constat : pas de non-respect constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une ronde mensuelle des équipements de sécurité. La dernière a été réalisée le 31 juillet 2024. Chaque ronde fait l'objet d'un enregistrement dans un tableau de suivi</p> <p>En cas d'anomalie, elle est tout de suite déclarée sur la GMAO de la société AXEREAL afin qu'une action corrective soit réalisée.</p> <p>La ronde est réalisée conformément à la procédure CE101 (dernière mise à jours du 11/08/2023) applicable à l'ensemble des sites AXEREAL.</p> <p>Cette fiche très générale mériterait d'être précisée et complétée avec les éléments spécifiques au site.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé-ment désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier permis feu signé (12/07/2024 pour une intervention de soudure sur les trappes de la cellule 1). l'entreprise et le représentant de la société intervenante sont bien inscrits, ainsi que raison, durée.</p> <p>Le format du permis feu permet de répondre aux attendus.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant précise qu'au delà du permis feu, il y a signature d'une autorisation de travaux et qu'un plan de prévention annuel est signé avec l'entreprise réalisant les travaux.</p> <p>Constat : pas d'écarts constatés</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p>

Les équipements observés lors de l'inspection (cf. annexe) sont tous équipés de capteurs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.
Un système d'aspiration équipe les équipements de manutention et un autre le séparateur.
Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

L'exploitant a fourni :

- le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre daté du 08/11/2023 (SOCOTEC)
- le rapport de contrôle des installations électriques daté du 03/05/2024 (DEKRA)
- le rapport Q18 du 03/05/2024 (DEKRA)

L'inspection constate que:

- le rapport foudre, ne met pas en évidence de non conformités.
- le rapport électrique ne met pas en avant de non conformités
- le rapport Q18 met en avant une non conformités relative aux équipements électriques:
 - Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel;

L'inspection note par ailleurs que le point "Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion" est noté "sans objet". C'est étonnant puisqu'il y a bien des zones à risques d'incendies ou d'explosions sur le site.

Constat : l'exploitant n'a pas présenté de plan d'action pour lever les écarts soulevés dans ces rapports.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Risque accidentel - électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport Q18 du site daté du 03/05/2024.</p> <p>Celui-ci met en évidence que l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion pour les raisons suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel <p>Par ailleurs la validité du rapport pose question car le point "Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion" est noté "sans objet" alors que le site présente bien de tels locaux.</p> <p>Constat : l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, existence et entretien des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus,</p>

en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :

- de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires, cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 120 m³/heure pendant 2 heures. L'exploitant ayant recours au réseau d'eau public, il s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires
- d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;

[...]

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

L'exploitant a fourni les dernières mesures de débits sur les 3 poteaux publiques desservant le site. La mesure à 1 bar réalisée le 27/11/2023 donne respectivement des débits de :

- 179 m³/h
- 140 m³/h
- 145 m³/h

Lors de la visite l'inspection a par ailleurs pu constater la présence d'extincteurs (galerie haute notamment) à jours de leur dernier contrôle le 12/07/2024 par la société Eurofeu.

Constat: pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.

Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une parois dans les délais les plus brefs.

Constats :

L'exploitant réalise un suivi de l'état des structures au travers:

- des rondes régulières réalisées sur site. Les nouveaux désordres ou aggravations notoires sont remontées aux services techniques
- des visites de niveau 1 réalisées annuellement par le personnel présent sur site, faisant l'objet d'une fiche de visite repérant les désordres et les classant en fonction de leur gravité sur la base du catalogue GU 009.
- des visites de niveau 2 réalisée par le service technique déclenchée suite à l'analyse des fiches de suivi des visites de niveau 1 permettant d'identifier plus précisément la nature des

<p>désordres et les actions correctives à effectuer</p> <ul style="list-style-type: none"> des visites de niveau 3 réalisées par un bureau d'études spécialisé. <p>L'exploitant a présenté la fiche de visite de niveau 1 du 17/06/2024.</p> <p>L'inspection constate que cette fiche est trop succincte. Aucun désordre n'est recensé pour autant le site est classé "D2"</p> <p>A priori si la gravité retenue est mal évaluée, le service technique ne déclenchera pas de visite de niveau 2. Il y a ici une lacune dans le suivi. Seul un état des lieux est réalisée, permettant la mise en œuvre d'actions correctives.</p> <p>Cependant aucune exploitation des données en vue d'un suivi de long terme et mise en œuvre d'action préventives ne semble être réalisé.</p> <p>Constat: l'exploitant n'assure pas un suivi efficace du vieillissement des structures</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Nettoyage de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Poussière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le nettoyage est réalisé selon la procédure CE101 commune à l'ensemble des sites AXEREAL.</p> <p>Lors de la visite l'inspection constate que le site est globalement bien nettoyé.</p> <p>L'exploitant présente le registre d'enregistrement des nettoyages pour l'année 2024. Suivant les zones le nettoyage est réalisé entre au moins une fois par semaine et une fois par semestre.</p> <p>En galerie haute des silos les parois présentent une accumulation de poussière, en particulier la paroi Sud. L'exploitant précise que compte tenu de son accessibilité le nettoyage de cette paroi est forcément réalisée par un prestataire extérieur (absence de passerelle). L'intervention serait réalisée tous les 1 à 3 ans.</p> <p>L'inspection remarque que certaines fréquences de nettoyage sont donc inférieures aux éléments présents dans la procédure CE101.</p> <p>Constat : l'exploitant ne se conforme pas à sa procédure interne pour le nettoyage du site</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois